

Le parti-pris des habitants pour une ville populaire, solidaire, progressiste.

le PROGRÈS

de Saint-Ouen

_ N°9 • N° Spécial / Avril 2012



Dossier Présidentielle 2012

PLACE AU PEUPLE

« Plus le Front de Gauche sera fort... »

Rencontre de voisinage pour les présidentielles, un après-midi dans une salle du quartier Cordon. Ici comme ailleurs dans les quartiers populaires, on se remet à espérer que les rapports de force qui sortiront du vote le 22 avril, ouvrent des perspectives pour changer vraiment le quotidien. Le vote « Mélenchon » exprime clairement cet espoir.

« Ici, on connaît les problèmes dus aux tr afics. Mais chaque fois que des jeunes sont en difficulté, la société répond: abandon. Tout ça est le produit d'un dérèglement général » développe François Taquet, responsable associatif. Le constat est sévère, mais partagé par la vingtaine de participants présente pour cette 2e rencontre dans ce quartier. « Si certains méritent des sanctions, en même temps, il n'y a pas de réponses aux situations sociales ». « Il n'y a pas que des jeunes qui tr afiquent », dira quelqu'un. « Il ne faut pas avoir peur d'affirmer que la



guerre est finie » déclare Hayat Dhalifa, à l'adresse de ceux qui surfent sur les problèmes des cités dans un but électoraliste. « Plus le Front de Gauche sera fort, plus les arguments de haine reculeront ».

« L'école, c'est quoi aujourd'hui ? » s'indigne Paulette Fost. « Avant les parents avaient du boulot, l'école était formatrice, on avait l'espérance que les enfants vivent mieux »... Le système éducatif est soumis aux coupes budgétaires, comme si il y avait trop d'enseignants en banlieue, et la formation répond aux besoins de profits immédiats avec des jeunes corvéables. « Beaucoup de jeunes sont soumis aux petits boulots, 1 700 euros minimum, c'est

une exigence et une nécessité de notre époque », poursuit-elle. « Pas de retraités au-dessous du smic, non plus. Les Restos du coeur n'ont jamais eu autant de retraités ».

Le fric va toujours au fric

A une interrogation sur le rôle des parents, la discussion rebondit. « Il faut 20 millions d'euros pour répondre aux problèmes de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté. Mais les entreprises ont bénéficié de 30 millions d'euros d'exonérations. Le fric va toujours au fric ». Question vitale. Aujourd'hui les gens savent que l'argent existe pour satisfaire les besoins. La fatalité a reculé. « Ils ont trouvé de l'argent pour sauver les banques, On peut trouver de l'argent pour les services publics », dira fort opportunément une participante. Le vote doit permettre aux questions sociales d'être réellement prises en compte. Et les idées de Mélenchon plaisent ici, parce que vécutés comme utiles et indispensables. « Mais que se passera-t-il pour le 2e tour »? interroge Jean-Claude, qui a déjà donné semble-t-il, et qui n'est pas prêt à signer un chèque en blanc. « La droite, on a goûté »

déclare Gisèle. « Un espace politique s'ouvre » constate Hayat Dhalifa. « Plus Mélenchon monte et plus l'alternative sera proche ». Bien sûr qu'ici, on ne veut plus de Sarkozy, ni des idées de Le Pen. Il faut gagner les consciences, continuer à mener campagne sur des contenus forts. C'est déjà un acquis du Front de Gauche. « Des gens ont la frousse de Le Pen », dira Mimouna, qui est au contact de femmes dans son association. « Il existe un dégoût de la politique et un code du langage politique » qui n'incitent pas les gens à s'occuper de politique. Si dans les cités populaires, les gens reprennent espoir, alors tout devient possible, comme en 2005, où la participation avait été forte et plus de 70 % des gens du quartier avait voté NON. Hayat Dhalifa reprend l'idée développée par Mélenchon : « le vote utile, c'est de mettre Marine Le Pen, derrière le candidat du Front de Gauche ». « Ça sera le meilleur service à rendre à la gauche, et ça affaiblira Sarkozy pour le 2e tour », dit René. Mélenchon indispensable? Oui, trois fois oui! Alors aller à la rencontre des habitants, c'est l'objectif de la rencontre citoyenne de quartier qui aura lieu le samedi 14 avril à 16 h, salle Cordon. On voit les choses en grand. En 2012, on se remet à rêver dans les quartiers populaires. ☺

Jean-Claude Ducas

Un numéro spécial

Les audoniens iront probablement voter en nombre le 22 avril, puis le 6 mai. Comme nous l'avions annoncé lors du repas des amis du Progrès, début février, nous éditons un spécial « Présidentielle ». Au départ, nous pensions à 4 pages, insérées dans le numéro courant. Mais voilà, c'est un numéro à part entière qui traite de cet événement. Le numéro de mars/avril suivra ensuite. Si tout le monde sait de quel côté penche notre coeur, nous restons fidèles à notre ligne éditoriale en relatant l'actualité progressiste de notre ville et en donnant la parole à des acteurs locaux. Le parti pris des gens, pour une ville populaire, solidaire et progressiste, qui est notre marque de fabrique, se conjugue bien avec l'humain d'abord. Bonne lecture.

Guy Carol



Eradiquer les fléaux de l'humanité représente 2 % de la richesse des milliardaires

En septembre 2000, 146 États (sur 193) ont dressé l'inventaire des principales tragédies affligeant l'humanité au seuil du nouveau millénaire : faim, extrême pauvreté, eau polluée, mortalité infantile, discrimination des femmes, sida, épidémies, etc... et fixer des objectifs de lutte contre ces fléaux. En parfaite connaissance de ces problématiques, Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation pendant une dizaine d'années, explique dans son livre « *Destruction massive : géopolitique de la faim* » (*), que les chefs d'États et de gouvernements ont calculé que, « pour conjurer les huit tragédies, il faudrait mobiliser pendant quinze ans, un montant d'investissements annuel d'environ 80 milliards de dollars ». Et si cela apparaissait au commun des mortels comme un Himalaya à franchir, l'auteur nous livre une clé : « et pour y parvenir, il suffirait de prélever un impôt annuel de 2 % sur le patrimoine des 1210 milliardaires existant en 2010 ». Le libre marché serait gouverné par des « lois naturelles ». « Fait naturel », les 69 millions de personnes, qui selon la Banque mondiale, ont été jetées dans l'abîme de la faim suite à l'effondrement des marchés financiers en 2007-08. « Naturelles aussi », les libres lois du marché qui ont permis que le nombre de milliardaires en dollars, qui s'élevait à 497 pour un patrimoine cumulé à 1 500 milliards de dollars en 2001, passe en 2010, à 1 210 pour un patrimoine cumulé à 4 500 milliards de dollars. Chiffre qui dépasse le produit national brut de l'Allemagne. ☉

Benoît Belloni

(*) « *Destruction massive, géopolitique de la faim* » de Jean Ziegler (Éditions Albin Michel, 2011). Le livre fourmille d'expériences sur le terrain et de rencontres, et nous offre une mine de données précieuses. « *La haine de l'Occident* » (Fayard, 2008) et « *L'Empire de la honte* » (Fayard, 2005) qui met en lumière les deux armes de destruction massive que sont la faim et la dette, sont des livres écrits dans la même veine.

CRITIQUE DE L'ORDRE ÉCONOMIQUE

La « stratégie du choc » : modernité de la nouvelle gouvernance mondiale ?

Très bonne initiative que celle de l'Union locale CGT, le 29 février dernier, jour où la confédération européenne des syndicats appelait à une journée d'action contre l'austérité, avec la diffusion du film « La stratégie du choc » en avant-première de la journée, à la bourse du travail devant une quarantaine de syndiqués.

En 2007, une universitaire américaine, Noémie Klein, publie « *La stratégie du choc* ». Un livre qui change nos regards sur l'histoire des dernières décennies et la montée en puissance de l'ultralibéralisme. L'idée est simple : à partir de tests réalisés sur des humains, des événements hyper-violents et traumatisants créent un état de choc, propices à ce que les victimes deviennent des moutons en quelque sorte, et acceptent ce qu'ils auraient sans doute refusé dans des conditions normales. Si un homme a bien compris le phénomène, c'est Milton Friedman, chef de file de l'école « des Chicago boys » en économie, et adepte à tous crins, des solutions les plus libérales. Contrairement à une idée reçue, la montée de l'ultralibéralisme ne date pas des années Reagan et Thatcher (bien qu'incontestable bien sûr), mais du coup d'État fomenté par la CIA sur ordre de la Maison Blanche, qui renversa le gouvernement de l'Unité Populaire de Président Allende au Chili, un fameux 11 septembre...1973, celui-là. Michael Witterbottom et Mat White-

cross, ont filmé la conférence de Naomie Klein, illustrée par de très nombreuses images d'archives. Le film agit comme un révélateur. Adepte de ce qu'il qualifie lui-même de « stratégie du choc », Friedman arrive au Chili en grandes pompes, ou un autre adepte du « traitement de choc », le général Pinochet, a mis fin dans un bain de sang, « au régime marxiste » d'Allende. Les mines de cuivre sont rendues à leurs propriétaires américains, privatisations à tout va, suppression des droits sociaux et conquêtes de l'Unité populaire... jusqu'à la suppression du verre de lait gratuit pour les enfants des bidonvilles. Les bons docteurs peuvent appliquer leurs idées novatrices... d'un « *capitalisme décomplexé* ».

Ultralibéralisme imposé

Jamais, on ne sera allé aussi loin dans cette voie. Et pour couronner « l'œuvre accomplie », le prix Nobel d'économie sera attribué à Milton Friedman en 1976 (Ai-je crié « *indignez-vous* »?). Sitôt le bienfaiteur honoré, la dictature du général

Videla en Argentine (et ses milliers de disparus) va offrir un nouveau terrain de chasse aux « Chicago Boys ».

Mais en Occident, ce sont bien les règnes de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher qui vont donner leur véritable dimension à la stratégie du choc, et sous un jour plus « présentable ». Le traitement du choc de la « dame de fer » contre le mouvement syndical, venant à bout de la grève des mineurs, en est la meilleure illustration. La suite est plus connue et plus proche de nous. Le compromis n'est plus de mise, il faut mettre les peuples et les mouvements sociaux à genoux.

De Bush, père et fils et leurs « guerres contre le terrorisme », de Eltsine faisant tirer sur la Douma (le parlement russe), combien de stratégies de chocs économiques après des chocs politiques et des opinions « traumatisées »? Le film abonde d'images, qui mises en perspective, donnent une lecture qui fait réfléchir sur la gouvernance « ultralibérale » qui s'est mise en place « à coups de stratégies du choc ». ☉

Roger Guérin

La souveraineté des peuples sous contrôle

Voilà qu'aujourd'hui la Grèce est victime de la « stratégie du choc ». Les bons docteurs ont pour noms : FMI, BCE et Union Européenne (et derrière eux, se cachent les banques et les spéculateurs), tandis que d'autres peuples ont le pistolet (de leurs agences de notations) sur la tempe. Nos élites décident de « la règle d'or » de l'austérité à vie, font passer le mécanisme européen de solidarité (MES) au parlement en catimini (absten-

tion des élus PS), et ils décident même, que le recours au « référendum » pour valider le traité « Merkozy » sera interdit. Il paraît que la démocratie à sauver le capitalisme du socialisme. Aujourd'hui, capitalisme et démocratie font de moins en moins bon ménage. La journée européenne des syndicats (une première) et les puissants mouvements contre l'austérité aux quatre coins de l'Europe, rappellent que ce sont (toujours) les

peuples qui font l'histoire, et que le capitalisme financier mondialisé n'est pas la fin de l'histoire. « Plus jamais, une seule délégation de souveraineté du peuple ne sera jamais opérée sans qu'il n'ait été auparavant consulté par voie de référendum » a déclaré Jean-Luc Mélenchon, à La Bastille. « *La souveraineté du peuple, telle est la grande question qui dorénavant va occuper toute l'Europe, qui une nouvelle fois, se construit sans les peuples et sans la démocratie* ». ☉

CRITIQUE DES MEDIAS DOMINANTS

Salle comble pour « Les Nouveaux Chiens de Garde »

Plus de quinze ans après la sortie du livre éponyme de Serge Halimi, le succès est au rendez-vous pour cette version cinéma de la critique des rapports incestueux qui lient « grands » journalistes, pouvoirs politique et économique. A Saint-Ouen, la mobilisation populaire autour de cette question s'est manifestée par une grande salle remplie à l'Espace 1789, le mardi 21 février, suivie d'un débat riche, en présence du réalisateur Yannick Kergoat et de l'économiste Mathias Reymond.

On peut y voir les résultats d'un travail de longue haleine de l'association Acrimed (1). Cela témoigne aussi d'une réelle prise de conscience, à Saint-Ouen comme ailleurs, des méfaits de l'appropriation capitaliste des moyens d'information et d'une remise en cause des nombreuses ingérences politiques au sein des médias publics qui ont marqué les cinq dernières années (Radio France, France Télévisions, France 24, etc...). Le documentaire relate à ce titre, le limogeage du comique Stéphane Guillon par le patron de France Inter, Philippe Val. L'exemple est éloquent car, comme l'écrivait il y a déjà plus de cinquante ans le sociologue Théodore Adorno, « le système peut faire des exceptions et, pour changer, tolérer une fois ce qui ne

lui ressemble pas; lorsque les choses deviennent sérieuses, il ne permet pas que l'on plaisante avec lui ». « Les Nouveaux Chiens de Garde » donne envie de résister et d'inventer de nouveaux médias, en montrant comment le débat médiatique dominant étouffe et déforme les discours et les intérêts des travailleurs, comment ce débat est systématiquement biaisé par un cercle d'éditorialistes vedettes et autres « experts » autoproclamés, qui, depuis les années 1980, poussent à la résignation face à la mondialisation capitaliste. Au fond, le mérite de ce documentaire est d'exposer les fondements sociaux et économiques de cette tentative de confiscation du débat public. Lorsque ces « experts » sont invités sur les plateaux des chaînes de télévi-

sion, ils sont présentés comme d'éminents universitaires, tandis que leurs liens avec les grandes entreprises du CAC 40 (conseillers, actionnaires, etc...) sont systématiquement occultés.

Les dîners du «Siècle»

De même, « Les Nouveaux Chiens de Garde » pose judicieusement la question de l'origine sociale des journalistes et des formations par lesquelles ils ou elles sont passées (Écoles de journalisme, HEC, Science Po). En restant « entre soi », comme dans le cadre des dîners du Siècle (2). Ces soirées mondaines réunissant gratin médiatique et membres de l'oligarchie étatique et capitaliste, on ne risque guère de rencontrer de

voix critiques, ni d'apercevoir la misère qu'engendrent les politiques néolibérales.

Au réalisateur Yannick Kergoat de rappeler en conclusion du débat que des solutions existent pour renverser ce système médiatique, à commencer par le combat politique et syndical, et pourquoi pas, par un retour vers l'un des textes oubliés du Conseil National de la Résistance, l'ordonnance du 26 août 1944 sur « l'organisation de la presse française ». A méditer... ©

Jacob Matthews

(1)<http://www.acrimed.org/>
(2)<http://www.monde-diplomatique.fr/2011/02/DE-NORD/20132>

CITROËN AULNAY

Changer le scénario de la fermeture programmée

Samedi 18 février, les rues du centre-ville d'Aulnay-sous-Bois ont résonné des cris d'une foule dense de manifestants qui refuse, à l'appel de tous les syndicats de l'usine, le scénario de la mort annoncé du premier site industriel du département.



Aujourd'hui, ce site représente 3 300 emplois directs et plusieurs centaines d'autres avec les sous-traitants. L'usine d'Aulnay a compté jusqu'à 7 200 salariés en 2002. On imagine la saignée et ses conséquences économiques et sociales. Clairement, la direction de PSA a mis le cap vers la fermeture en 2014, avec un nouveau plan de 200 suppressions d'emplois, alors que la fabrication de la C3 était prévue jusqu'en 2016, dénoncent unanimement les syndicats. A ce propos, tous les syndicats de l'entreprise étaient dans la rue, ce qui constitue une grande première chez Citroën. Même le SIA (majoritaire, et « syndicat maison » dans le passé sous un autre sigle) était aux côtés de la CGT, de SUD, de la CFDT, de FO et de la CGC. Cette manifestation, avec près de 2 000 personnes, a permis une première riposte puisque la population était appelée à manifester sa solidarité et à exprimer son refus que PSA ferme l'usine de Citroën-Aulnay.

Une fermeture programmée qui ne doit rien à une quelconque fatalité, comme l'a indiqué Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT de l'usine: « en 2011, PSA a fait 600 millions de bénéfices, dépensé 200 millions pour acheter des actions, distribué 250 millions de dividendes, réalisé 60 milliards de chiffre d'affaires, et il possède encore 11 milliards en caisse ». A noter que plusieurs dizaines de salariés de l'usine de Saint-Ouen ont participé à la manifestation.

A l'issue de la manifestation dans les rues d'Aulnay, Joël Biard, ancien responsable de la CGT 93 qui a bien connu le grand conflit de 1982 pouvait dire en observateur avisé: « sans cette lutte, il y a longtemps que l'usine d'Aulnay serait fermée ». Les manifestants ont bien conscience que la mobilisation sera le facteur essentiel pour sauver l'usine, aujourd'hui comme hier. ©

Roger Guérin

RESISTANCE A LA DICTATURE DES MARCHES FINANCIERS

Du programme du C.N.R. aux « indignés »

« Indignez-vous », c'est le titre d'un pamphlet dont l'auteur est Stéphane Hessel. Un ancien résistant qui a conservé l'esprit et les valeurs de la libération et du programme du Conseil National de la Résistance, document d'une étonnante modernité. Aujourd'hui, « les indignés » se comptent par millions.

De ce titre est né, un mouvement qui a pris son essor depuis la « Puerta del Sol » à Madrid. Il a fait rapidement tâche d'huile. Dans plusieurs villes d'Europe, et même jusqu'à Wall Street, haut lieu de la finance américaine, les « Indignés », c'est leur nom, se sont faits entendre. Mais en France, le mouvement social et révolutionnaire est d'une autre nature, comme vient de le démontrer avec éclat et renouveau, la marche sur la Bastille avec Jean-Luc Mélenchon, le 18 mars. Tous ces indignés et ces marcheurs dénoncent un système qui engendre chômage, injustices sociales, misère et mal-vivre. Y a-t-il une solution à ce qui n'est pas autre chose qu'un véritable recul de civilisation ? Stéphane Hessel en appelle dans son ouvrage au programme du Conseil National de la Résistance. Selon lui, les mesures novatrices qu'il contient sont toujours d'actualité et de nature à résoudre les grands problèmes auxquels la société française est aujourd'hui confrontée. Le Conseil National de la Résistance (C.N.R.) a vu le jour le 27 mai 1943 au plus fort de l'occupation allemande. Il va aussi éla-

borer un programme novateur qui sera appliqué après la libération.

C'est ainsi que vont naître les conquêtes populaires, telles les nationalisations, dont les plus importantes sont celles des banques, des compagnies d'assurances, de l'électricité et du gaz.

Parallèlement est affirmé le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, grâce à l'élargissement des fonctions des comités d'entreprises. Ce pouvoir est particulièrement important dans les grandes entreprises (EDF, Houillères nationales) dont le statut, adopté en juin 1946, introduit une gestion réellement tripartite.

La Sécu, une formidable conquête sociale

La sécurité sociale est créée en 1946. C'est une formidable avancée sociale. On ne peut dissocier de la sécurité sociale, le nom d'Ambroise Croizat, l'un des ministres communistes du gouvernement du général De Gaulle. Il en est l'instigateur, le fondateur. Il s'inspire de l'article 14 du programme du C.N.R. et

déclare : « nous, combattants de l'ombre, exigeons un plan complet de la sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens, les moyens d'existence dans tous les cas où ils seraient incapables de se les procurer par le travail, avec gestion par les intéressés et l'Etat ».

Nommé ministre du travail en novembre 1945, il va édifier peu à peu, dans une France encore exsangue, le socle d'une protection sociale enviée par toutes les nations de l'époque. C'est l'exception française affirmée par Ambroise Croizat le 21 mai 1946 devant une droite récalcitrante : « seule la gestion par les travailleurs de leur système de sécurité sociale leur permettra d'accéder à une véritable politique de santé publique... »

Chacun mesure le progrès pour la société qu'a représentée cette loi, dont les bienfaits perdurent. Mais comme beaucoup d'acquis issus de cette période historique, ces droits essentiels sont menacés, grignotés, passés à la trappe. On ne s'en étonnera pas outre mesure. Il n'y a pas si longtemps, Denis Kessler, qui fut un temps vice-président du Medef, avait annoncé la couleur : « nous allons défaire méthodiquement le programme du Conseil national

de la résistance ». Une recommandation qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd, s'agissant du Président des riches.

1 Français sur 5 se prive de soins

Comment ne pas être indignés, quand aujourd'hui, 1 français sur 5 se prive de soins. « Aura-t-on encore les moyens de se soigner demain ? », interroge « Le Parisien » du 21 mars. Dans une France où l'argent coule à flots dans certains circuits économiques et financiers, les inégalités se creusent inexorablement. Le vrai remède, c'est d'avoir le courage politique de décider notamment du remboursement intégral à 100 % des dépenses de santé (y compris les lunettes et les soins dentaires), comme le proposent le Front de Gauche et son candidat. Appliquer de telles mesures, c'est garantir l'accès aux soins de qualité pour tous et rester fidèles aux valeurs qui ont permis de grandes conquêtes populaires. ☺

René Matéo

LEGISLATIVES DES 10 et 17 JUIN

Les principaux candidats sur la ligne de départ

Dans la foulée de l'élection du Président de la République, les élections renouvelant l'Assemblée Nationale auront lieu les 10 et 17 juin. Dans notre circonscription (la première du 93 comprenant Epinay, la Plaine St-Denis, L'Île-St-Denis et St-Ouen) plusieurs candidats sont sur les rangs. Le député sortant PS Bruno Leroux se représente. Il aura pour suppléant Yannick Trigance (PS), élu d'Epinay. C'est Hayat Dhalfa qui portera les couleurs du Front de gauche, son suppléant est un communiste d'Epinay, Eric Baron. Du côté d'EELV, Mamadou Keita, conseiller municipal sera titulaire. A droite, Mike Borowski, coordinateur de l'UMP sur la 1^{re} circonscription, a reçu l'investiture du parti présidentiel. Hervé Chevreau «Nouveau centre» d'Epinay, est également candidat. Toutefois, tous les candidats ne sont pas encore connus. ☺

Guy Carol



Salle Barbara comble le 7 mars, pour le lancement de la campagne du Front de Gauche et de ses candidats. (photo Alice Guérin)

Changer quoi et comment ?

Quatre élu-es de Saint-Ouen expliquent, à titre personnel, leur soutien aux candidats de leur choix. Rémy Fargeas (EELV), Morgane Garnier (PS), Emilie Lecroq (PCF/Front de Gauche) et Monique Tesseyre (LO), ont répondu aux questions du « Progrès ». Tous refusent que le mandat de Nicolas Sarkozy soit reconduit le 6 mai. Mais que doit-il se passer à partir du 7 mai, si l'homme de Neuilly est renvoyé au « Fouquet's » ou ailleurs ? Nous leur avons demandé :

1) Pour vous, que signifie le changement où la rupture avec la politique de Sarkozy ?

2) Quelles propositions ou décisions, traduiraient concrètement cette volonté de changement ?

Emilie Lecroq (PCF/Front de Gauche)



- Dans le contexte de crise, face aux millions de chômeurs, de mal logés, de jeunes mal menés, la rupture, le chan-

gement ne peut se traduire que par le refus des diktats des marchés financiers, le refus des politiques d'austérité pour donner tout sa place à l'humain. C'est permettre un véritable vivre ensemble, respecter et redonner espoir à chacun pour écrire avec tous un autre avenir commun. C'est mettre au centre la solidarité pour donner vie au principe « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ». C'est affirmer le droit à la santé, à l'éducation, ... pour tous. C'est faire le choix d'investir dans l'humain ! La rupture avec le président des riches passe par la construction d'une république qui redonne le pouvoir au peuple.

- Le changement doit se faire en remettant la démocratie au cœur de tout. La démocratie ne peut être effective sans permettre à chacun le droit de vivre dignement. Mettre l'humain d'abord passe par le rétablissement des 35h, le retour à la retraite à 60 ans et à taux plein, le plafonnement de 1 à 20 entre le salaire le plus élevé et le plus bas et Smic à 1 700 euros, le plafonnement des loyers et la constructions de 200 000 logements par an, la mise en place d'un plan de recrutement dans l'éducation nationale, une loi pour donner de nouveaux droits à chaque jeune pour accéder à l'emploi, le logement, la culture... Pour Réussir nous devons réorienter l'argent grâce à un pôle bancaire public et rendre la parole au peuple avec une 6eme république. ☺

Morgane Garnier (PS)



- Le changement, c'est pour tous les socialistes l'espoir d'une France réunifiée, un pays dans lequel les citoyens retrouvent,

ensemble, l'espoir qu'ils ont perdu depuis plusieurs années. Pendant cinq ans, Sarkozy et son gouvernement ont délité le lien social, fait reculer les services publics et amputé le pouvoir d'achat des Français. Le programme de François Hollande comporte 60 propositions précises qui, toutes contribueront au redressement du pays et à l'amélioration des conditions de vie de tous. Il propose ainsi un autre chemin : celui de la confiance dans notre avenir et dans celui de nos enfants.

- Ce nouveau chemin est d'abord celui du rassemblement à travers le rétablissement de l'exemplarité de la République, de l'indépendance de la justice, de la défense de la laïcité et de la lutte contre les discriminations. C'est la réduction des inégalités par le plafonnement des salaires et l'encadrement des loyers. C'est aussi celui de l'emploi et d'une croissance respectueuse de l'environnement. La priorité de François Hollande c'est la jeunesse, avec la création de 60 000 postes dans l'éducation nationale ou le contrat de génération incitant à l'embauche de jeunes en CDI et au maintien des séniors dans l'emploi. Le changement, c'est maintenant, avec vous, le 22 avril 2012. ☺

Monique Tesseyre (LO)



- La rupture avec la politique de Sarkozy, c'est remettre en cause la dictature des grands

capitalistes et des banques, c'est s'attaquer à ce système qui fabrique des millions de chômeurs, plonge dans la misère une grande partie de la population et mène toute la société à la catastrophe. Pour préserver le monde du travail de la déchéance matérielle et morale, il faut protéger sa seule source de revenu : travail, emploi, pouvoir d'achat des salaires et des retraites.

- Pour résorber le chômage : interdiction des licenciements et partage du travail avec maintien intégral du salaire. Embauche par l'Etat de travailleurs dans les services publics existants et dans ceux à créer dans des domaines vitaux, comme la construction de logements sociaux. Augmentation des salaires, allocations et pensions à 1 700 euros, et à chaque fois que les prix augmentent. Contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises et abolition du secret des affaires. C'est le programme des luttes que défend Nathalie Arthaud. C'est le programme que je défendrai demain, après les élections. ☺

Rémy Fargeas (EELV)



- Il s'agit de rompre avec l'accaparement des richesses et des ressources. C'est lorsque les ressources naturelles sont détournées au

profit de quelques-uns que les équilibres planétaires et sociaux sont menacés. Il faut donc remettre la finance à sa place, en libérant des ressources pour la transition écologique.

Malgré l'aggravation du dérèglement du climat, la France s'est détournée de l'urgence climatique en ne prenant plus aucune initiative d'envergure. Or, pour protéger les ménages de la hausse des prix de l'électricité nucléaire, du pétrole ou du gaz, il faut leur permettre de réduire leur consommation d'énergie, dans l'habitat comme dans les transports. Il faut s'engager sur la voie d'un mix énergétique 100 % renouvelable.

- 1- Réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.
- 2- Organiser la sortie du nucléaire en 20 ans. Créer un pôle d'excellence industrielle dans la gestion des déchets et le démantèlement des centrales, pour maintenir les emplois dans la filière.
- 3- Développer le secteur industriel des énergies renouvelables.
- 4- Rénover un million de logements par an, d'ici 2020, en « basse consommation d'énergie », d'abord ceux où vivent 8 millions de personnes en situation de précarité énergétique. Les bâtiments publics seront rénovés d'ici 2030. Ce plan permettra de créer 400 000 emplois dans le BTP.
- 5- Investir 4 milliards d'euros par an dans les transports alternatifs à la voiture et au camion : métro, train et fret ferroviaire. ☺

LA BELLE, LA REBELLE EST DE RETOUR

« Les beaux jours viendront. Vive la sociale ! »

Il se passe vraiment quelque chose de nouveau dans cette campagne des présidentielles. Le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, est en train de bousculer les scénarios écrits à l'avance. Avec quelques thématiques fortes et la stratégie politique du Front de Gauche. Décryptage.

Pourtant le scénario semblait déjà plié au début de la campagne avec un système verrouillé, depuis longtemps déjà. Deux grands partis pour représenter chacun leur camp. Une alternance sans risque pour les milieux financiers. Et puis, un Front National, qui tout en étant nuisible; soit permettait à la droite de reprendre à son compte des idées toujours plus réactionnaires (et dont les voix FN étaient siphonnées le cas échéant), soit agissait comme un repoussoir et faisait fonctionner le vote dit « utile ». Les grands médias et le poids des institutions, en France et en Europe, tiraient dans le même sens, façonnant les réalités et les consciences. Les idées et les forces politiques qui refusaient le système pour le transformer, étaient ringardisées, voire marginalisées.

Cependant, la crise financière de 2008 est l'élément qui fait objectivement basculer le cours des choses. Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, ni le modèle de la modernité sur fond d'idées plus ou moins consensuelles entre droite et sociaux-libéraux. Une prise de conscience réelle, sur la nécessité de changer ce monde inhumain et dangereux, nocif pour les peuples, s'affirme avec une vigueur nouvelle. Les causes en sont maintenant, analysées, disséquées, mises en lumière. Des solutions sont avancées, qui font leur chemin.

Et voilà que 2012 prend des airs de campagne du NON de 2005. La machine ne tourne plus rond parce que les rapports de force sont en pleine transformation. Quel que



Marche sur la Bastille. 18 mars 2012.

soit le résultat final au soir du 22 avril, le Front de Gauche et son candidat Jean-Luc Mélenchon, ont déjà créé la surprise de la campagne. « *Génie de la Bastille, qui culmine sur cette place, nous voici de retour, le peuple des révolutions et de rébellions en France* », pouvait clamer Jean-Luc Mélenchon, face à la marée humaine qui a marché pour une 6^e république, le 18 mars. « *Nous sommes rassemblés parce que nous allons faire de cette élection, une insurrection civique qui va, en se donnant d'abord rendez-vous dans les urnes, commencer ce jour-là, la révolution citoyenne qu'il est nécessaire d'accomplir pour changer en profondeur la vie du peuple qui pâtit; et ouvrir une brèche qu'attend toute l'Europe de son volcan français* ».

Le phénomène qui est en train de se produire montre que l'hégémonie culturelle et idéologique du capitalisme financier et des politiques libérales, est aujourd'hui frontalement contestée. Les idées qui ont amené Nicolas Sarkozy au pouvoir, sont majoritairement rejetées. Le programme du Front de Gauche, « L'humain

d'abord » est un véritable best-seller (après « indignez-vous ! »). Les réponses qu'ils proposent intéressent. Soit de comprendre, soit de changer aussi les règles du jeu, du politique et de l'économique.

Mélenchon a fait du combat contre le FN, une priorité de la campagne du Front de Gauche. Voilà 30 ans que le FN pollue la vie politique avec ses idées insupportables. Pour briser cette épée de Damoclès sur nos têtes, qui reléguait toujours à plus tard, la question du changement réel, il fallait faire tomber le masque de la prétendue représentante des ouvriers. Renvoyer Le Pen derrière Mélenchon, voilà un vote utile par excellence.

Cependant la montée de Mélenchon et du Front de Gauche pose autrement la question de l'alternative à la politique de Sarkozy. Toute la gauche est interpellée. C'est sur le contenu et les propositions contre Sarkozy et le FN, que se mènent les batailles politiques. Maintenant, le peuple sait que le vote utile pour vivre

mieux existe. En démocratie, il est plutôt sain de confronter les idées. En outre, le premier tour est fait pour cela. L'accord PS-EEVL visait à marginaliser le Front de Gauche. Les idées portées par Jean-Luc Mélenchon sont désormais inscrites dans le paysage politique et l'opinion. Avec une gauche en voie de rééquilibrage, plus le Front de Gauche sera fort, plus l'alternative sera proche.

L'espoir est en marche. Le Front de gauche est une construction politique qui fait la preuve de son efficacité. Les partis qui le composent et les citoyens investissent la politique autrement. L'humain d'abord, pas la finance! Ce message ira loin. Une nouvelle espérance, qui faisait cruellement défaut toutes ces années, est en train de se lever. « *Vive la sociale* » s'est écrit Jean-Luc Mélenchon en conclusion de son discours à La Bastille. « *Les beaux jours viendront* » la chanson qui avait conclu la belle rétrospective du mouvement populaire de la résistance à nos jours, lors des 70 ans de la commémoration des fusillés de Châteaubriant (Lire Le Progrès n° 7) annonçait le retour de « *la belle, la rebelle* » chantée par Jean Ferrat. © **Bernard Ivan**

le PROGRÈS
de Saint-Ouen

Numéro 9 – Spécial / Avril 2012

Resp. de la publication **Guy CAROL**
Responsable éditorial **Roger GUERIN**
Maquette et photos par nos soins
Ont collaboré à ce numéro :
Benoît BELLONI, Guy CAROL, J.-C. DUCAS, Roger GUERIN, Bernard IVAN, René MATEO, Jacob MATTHEWS
et **Rémi FARGEAS, Morgane GARNIER, Emilie LECROQ, Monique TESSEYRE**
Et pour les photos : **Alice GUÉRIN, Daniel HELLE**
ProgresStOuen@gmail.com
Retrouver tous les numéros
www.progres-saint-ouen.info

PROGRÈS
de Saint-Ouen

Pour recevoir « Le Progrès de Saint-Ouen » dans votre boîte mail ou faire un don, envoyer un message à ProgresStOuen@gmail.com

Retrouver tous les anciens numéros
www.progres-saint-ouen.info